



SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 D'INFORMAZIONE
 D'INFORMAZIONE

DELTA DU GOLU

Horizon durable

BASTIA VILLE DIGITALE

*La Corse 2.0
 selon
 Jean Leccia*



INTERVIEW

*D. Bussereau:
 «L'État fait
 de la cavalerie»*



1,60€



SEMAINE CORSE P4 • BRÈVES P18 • AGENDA P23

S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

Dapoi più di 65 anni

*Au cœur du service
aux collectivités
publiques,
à l'économie
et ses acteurs,
aux créateurs d'emploi
pour favoriser
le développement
de la Corse*



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

BASTIA Tél. 04 95 32 04 40

AJACCIO Tél. 04 20 01 49 84 • 06 86 69 70 99

Mail: journal@corse-information.info



Instantanés !

Et si notre monde moderne se résumait à une succession, ininterrompue de photos et autres selfies, qui ne nous laisse plus le temps de nous attarder sur des souvenirs proustiens ou simplement de se pencher sur nous-mêmes.

Arrêt sur images, donc ! Au niveau national, les unes des médias s'enchainent et se ressemblent encore et toujours avec les portraits de ces ennemis qui pour gagner le vote des électeurs se lancent dans une guerre de mots ou d'écrits brûlôt plus proches du règlement de comptes que de programmes politiques ou d'œuvres littéraires.

Et puis au niveau international, deux images confirmant pour l'une l'avènement d'une politique spectacle, pour l'autre, la fin d'une politique plus réfléchie, volontaire et sans égo surdéveloppé.

Tout d'abord le cliché d'Hilary Clinton à Orlando. Véritable coup de com. organisé par ses conseillers où des militants dos à la candidate se « selfient ». Image symbolique d'une société qui ne se regarde plus, ne s'écoute plus et ne se parle qu'à travers portables interposés. La preuve s'il en était besoin que le centre d'intérêt n'est plus le devenir d'un pays mais la satisfaction égoïste de ceux qui pourront dire plus tard « j'y étais » mais sans réellement savoir pourquoi.

Et enfin, ces photos nombreuses et historiques, elles, sur tous les réseaux sociaux d'un homme d'État prix Nobel de la paix qui vient de s'éteindre, Shimon Peres, reconnu de tous - enfin presque lorsqu'on compte les absents à ses funérailles - pour sa volonté d'œuvrer pour une paix qui était pour lui la seule alternative possible pour son pays mais aussi et surtout pour le reste du monde.

Alors faut-il penser que notre société est maintenant réduite à n'être qu'une succession d'attitudes, de façons d'être, figées sur de simples instantanés ? Interrogation sur l'avenir du vivre-ensemble ! ■

dominique.pietri@yahoo.fr



Da Roland FRIAS

À MODU NOSTRU
À MODU NOSTRU

Facebook corsofonu

Eccu, dapoi u 30 di settembre, u corsu face parte ufficialmente di e 101 lingue cù e quale si pò praticà Facebook ogni ghjornu.

L'andatura suminata, dui anni fà, da Vannina Bernard-Leoni, direttrice di l'innu-vazione è di u sviluppu à l'Università di Corsica, hà datu fruttu cù l'appoghju d'Anton' Maria Battesti, un curtinese rispunsevule di l'affari ghjuridichi ind'è Facebook France, è di tante altre persone chì ci l'anu fatta à traduce quasi 25000 parulle di modu benevulente.

À principiu, hà viaghjatu, mentre qualchi mese, ind'u quadru d'una versione beta nantu à u situ di a famosa rete suciale è oramai un hè più una prova, ghjè per di veru !

Ci vole à di la, u prughjettu hà inghennatu assai interessu ind'è a ghjente. Si tratta d'una bella mossa popolare. Sò stati più di 2000 partecipanti, cù un sistema di voti cullettivi per sceglie e sfarente pruposte.

Ma Facebook aghjunghje uzzione nove d'una manera cuntinua, u percentuale un hè dunque mai compiu.

L'idea d'un travagliu di traduzione cullaburativu hè stata iniziata da l'amichi brittoni per a messa in ballu di a so lingua nantu à Facebook. Tandù, ci anu mostratu a via à seguità. Ghjè cusi chì oghje ghjornu tutt'ognunu pò integrà a lingua corsa ind'u funzionamentu di u so prufile. Si pò leghje per indettu « commentu » à a piazza di « commentaire », « cliccu » per « clic », « J'aime » hè diventatu ben intesu « Mi piace », per « vidéo » si vede « filmettu » è per « poke » dimu piuttosto avà « fà mottu », allora ch'in francese certe parulle inglese sò firmate in inglese. Ci hè statu un impegnu impurtante per tuccà stu livellu d'affissera di a corsufunia. Bisognu ci hè ! Postu chì nantu à una quarantina di lingue tradutte, à l'usu cumunitariu per mezu di Facebook, 9 sò considerate cum'è essendu in situazione di periculu da l'Unesco, frà e quale a nostra.

Ci vole à sapè dinù chì nantu à i 320 000 abitanti in Corsica, quasi 90 000 maiò parlanu bè u corsu è 45 000 assai bè, d'apressu à un sundame realizatu in lea cù 500 persone di più di 18 anni da a Cullettività Territoriale di Corsica.

In quantu à a lingua scritta, solu 45 000 a leghjenu bè è 45 000 abbastanza bè. Pigliendu in contu a diaspora, u numeru di locutori currenti di u corsu hè à l'ingrossu di 120 000. Evviva ! ■

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE

© est édité par CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista,

12, Quai des Martyrs de la Libération,

20200 Bastia

Tél. 04 95 32 89 95 & 04 95 32 89 90

Directeur de la publication – Rédacteur en chef

Paul Aurelli (04 95 32 89 95)

email: journal@icn-presse.corsica

Conseillers: Roland Frias (Cultura è lingua corsa),

Christian Gambotti (Diaspora et Corses de l'extérieur)

BUREAU DE BASTIA – RÉDACTION

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

Tél. 04 95 32 04 40

Annonces légales – Tél. 04 95 32 89 92

BUREAU D'AJACCIO – RÉDACTION

21, Cours Napoléon, 20000 AJACCIO

Tél. 09 67 48 71 56 – 04 95 32 89 95

Annonces légales – Fax 09 70 60 12 93

Avec la collaboration de:

• Elisabeth Milleliri (informateur.corse@orange.fr)

1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) Pascal Muzzarelli

Secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris

Amandine Alexandre (Londres), Batti,

Marie-France Bereni, Frédéric Bertocchini,

Roland Frias, Jacques Fusina, Marie Gambini,

Christian Gambotti (Paris), Claire Giudici, Kampà,

Jean-Toussaint Leca, Toussaint Lenziani,

Tim Leoncini, Michel Maestracci, Jacques Paoli,

Pierre Pasqualini, Marion Patris de Breuil,

Manon Perelli, Dominique Pietri, David Raynal (Paris),

partenariat avec Alta Frequenza

Comité de surveillance:

Philippe Giammari, président,

Jérôme Fabro-Aurelli, vice-président.

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia CPPAP 03191 88773 – ISSN 2114 009

• Fondateur Louis Rioni

Vous vivez

en Centre-Corse,

dans le Cap,

la région de Bonifacio

ou le Sartenais,

vous avez

une bonne connaissance

de la vie publique,

culturelle, associative

et sportive

dans votre bassin de vie ?

Vous souhaitez mettre

en lumière les initiatives

qui y voient le jour ?

Vous aimez écrire et/ou

prendre des photos ?

L'ICN recherche

des

correspondants locaux.

Écrivez-nous :

journal@icn-presse.corsica

L'ANALYSE POLITIQUE À L'USU PCF

LE RÉSULTAT DU
PREMIER TOUR
EST UNE SANCTION
POUR LA LISTE
ARRIVÉE EN TÊTE!



À problème global, réponse collective



Photos Manon Perelli

Le 29 septembre, au lendemain de la présentation du projet de loi de finance les représentants des très petites entreprises (TPE) et le président de l'Adec ont commenté ensemble les mesures pour la Corse contenues dans le projet de loi de finances pour 2017. S'il y a certes des avancées, l'ambiance n'était pas non plus à la liesse générale. Plus que des sommes ou des taux conséquents, les chefs d'entreprises veulent des solutions adéquates. Et pérennes.

Après la forte mobilisation des socio-professionnels au printemps dernier puis la tenue d'assises, les propositions formulées par le gouvernement auront déjà eu le mérite d'être suivies d'effets. Via le projet de loi de finances pour 2017, présenté le 28 septembre, il a confirmé sa volonté d'apporter des réponses : une nouvelle ligne au PEI, soit une rallonge de 20 M€ pour la période 2017-2020 et, sur la même période, un crédit d'impôt sur les investissements porté de 20 à 30%. Pas vraiment de la « mesurette ». Mais lors de la conférence de presse commune organisée à l'Agence de développement économique de la Corse (Adec) le 29 septembre, la réaction, sans être négative, est circonspecte. C'est que, relève Daniel Felici, représentant de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie de Corse et membre du collectif Dumane da fà, le remède proposé « traite encore les symptômes, mais pas le fond. Or c'est le traitement de fond qui compte, pour qu'on ne soit plus obligés de tendre régulièrement la main et puisse travailler et gagner nos vies dignement. » De son côté, François Gabrielli, président de la Chambre des métiers de Corse-du-Sud, n'est pas loin de crier à la poudre de perlimpinpin : « 10% de crédit d'impôt supplémentaires ne peuvent pas apporter beaucoup à des entreprises qui n'ont plus les moyens d'investir » fait-il observer. Pour lui, « le combat continue » pour obtenir « l'égalité pour tous, avec une baisse des charges pour les TPE corses » afin de leur permettre de faire jeu égal avec les entreprises du micro-social. Serge Santunione, vice-président du Medef ne peut que déplorer le fait que les 61% d'entreprises corses ayant plus de 10 salariés ne puissent bénéficier de cette hausse du crédit d'impôt. Elargir la mesure « au plus grand nombre », voilà pour lui « la vraie bataille ». De plus, fait-il observer, plus que de mesures conjoncturelles, les chefs d'entreprise ont besoin « d'avoir confiance, de pouvoir voir loin, savoir où on va dans les 10 voire les 20 années à venir. Qu'on nous donne les règles du jeu et nous pourrions prendre des risques ». Jean-An-

dré Miniconi, président de la Chambre de commerce d'Ajaccio et la Corse-du-Sud pointe le peu d'adéquation de la réponse face à cette « Corse à deux vitesses » en proie à une « concurrence effrénée » où les entreprises paient charges et impôts tandis qu'à la faveur de certains dispositifs ou de certains vides, d'autres engrangent des profits et où on constate que le coût « d'un conteneur Chine-Marseille est moins élevé que celui d'un conteneur Marseille-Corse ». Et, souligne-t-il « l'Etat est normalement là pour réguler un marché. Il ne le fait pas. On ne lui demande pas grand-chose, sinon de faire son travail ». Pour autant, tout n'est pas négatif à ses yeux. Il ne lui pas échappé que le texte du projet de loi de finances « reconnaît de fait l'insularité » ce qui ouvre « le champ des possibles » en vue de l'obtention « à terme, d'un vrai statut fiscal » ce qui nécessite le dépôt d'amendements au projet. Pour Jean-Christophe Angelini, président de l'Adec, si le cadre général évolue incontestablement, il reste « largement perfectible ». Le pas franchi est donc « un début, mais si cela devait s'arrêter là, ça ne suffirait pas ». Le gouvernement a fait un geste, qu'on ne saurait qualifier de petit, mais in fine, la plus grande avancée s'est peut-être faite sur le terrain local. Car si l'Adec a joué à plein un rôle « d'ensemblier » en accompagnant les socio-professionnels dans leur démarche, c'est aussi parce que ces derniers, au delà de leurs différences, se sont mobilisés et impliqués ensemble dans la recherche de solutions. ■ Elisabeth MILLELIRI

REPÈRES

Fin septembre, l'Adec dénombrait quelque 2000 TPE en situation de grande difficulté. Selon François Gabrielli, à défaut de l'obtention rapide d'une baisse significative de charges permettant de faire jeu égal avec les entreprises sous régime micro-social 50% des TPE insulaires sont menacées de disparition à brève échéance. Fin 2015, les TPE représentaient 39% de l'emploi salarié en Corse. ■

PRIMAIRES

Fidèle d'Alain

Le 4 octobre, Alain Juppé était en visite en Balagne. Après un passage à la mairie de Calvi, il s'est rendu au clos Culombu à Lumiu pour un meeting. Devant pas moins de 500 personnes, l'ancien Premier Ministre a livré les grandes lignes de son programme. Présent au meeting, le maire de Calvi Ange Santini est un des principaux soutiens insulaire d'Alain Juppé.

Photos Pierre Pasqualini



Vous soutenez Alain Juppé pour ces primaires, vous parlez d'un choix de raison pourquoi ?

Nos parcours se sont croisés mais c'est, des sept candidats, celui que je connais le moins. Aujourd'hui, il est vrai que lorsque l'on voit l'état de la France, le choix de la raison doit primer, et Alain Juppé est un homme dont le pays a besoin. C'est aussi un choix que nous avons fait avec l'ensemble de mes conseillers municipaux et, Il nous a semblé être celui qui est le plus à même de rassembler notre famille politique.

Quels sont les points de son programme qui vous ont attirés ?

C'est d'abord sur le rassemblement, j'estime qu'aujourd'hui, il faut quelqu'un qui agisse et non pas qui réagisse. Il faut qu'il soit à l'écoute des autres, qu'il aille au-delà des clichés, de la démagogie, et de la surenchère médiatique à laquelle se livrent certains candidats de droite comme de gauche. Aujourd'hui il faut parler d'économie, de retour à l'emploi et de chômage des jeunes. Ensuite, pour la Corse, il faut parler de spécificité insulaire, la Corse ne vient pas quémander ce qui ne lui revient pas, elle a ses spécificités, ses handicaps aussi,

elle a besoin d'un statut dérogatoire auquel elle a droit. Avec une fiscalité adaptée, la Corse se sentirait mieux au sein de la république et c'est cette priorité à économie donnée par Alain Juppé qui fait que je soutiens pleinement son programme.

Vous parlez de réunir, mais la famille les Républicains de Corse se déchire à nouveau avec ces primaires: la présidente de la circonscription de Haute Corse Stéphanie Grimaldi a tenu des propos pour le moins virulents sur les réseaux sociaux.

Comment se réunir à nouveau ?

En ce qui me concerne, en soutenant Alain Juppé, je me rangerai, sans état d'âme, derrière le candidat qui sortira vainqueur des primaires et c'est dans cet esprit qu'il faut avancer. Je laisse donc les propos virulents à celles et ceux qui seront prêts, demain, à les assumer.

Vous n'en entendrez pas de ma part, nous n'avons pas d'adversaire dans la famille libérale. Nos adversaires sont ailleurs, c'est la gauche et le Front National. ■

Propos recueillis par Pierre PASQUALINI

Reconnaissance officielle du petit âne corse

Non! On ne fait pas de saucisson d'âne en Corse. Non! On ne le mange pas! Bien au contraire!

Pendant longtemps, les ânes ont été associés à l'image l'île. Affiche, carte postale, chansons et même bibelots: le petit âne corse était partout. Partout aussi sur les chemins. Indispensables au transport comme au trait, dans la société agropastorale d'alors, on en décomptait plus de 20 000 en 1930. Remplacés comme partout par les 4x4 et les tracteurs, peut-être en reste-t-il un millier aujourd'hui...

Depuis quelques années déjà, des passionnés œuvrent à la reconnaissance de la race asine et mulassière locale. C'est dans la continuité du travail accompli par des précédentes associations (notamment A Runcata, Isul'Ane, etc.) que la nouvelle association, l'Association nationale de l'âne du mulet corse que préside M. Eugène Tramini, a lancé, en collaboration avec Le Conseil du Cheval en Corse, une opération de recensement.

Une tournée de reconnaissance aura lieu du 26 au 30 octobre 2016 en présence de MM. Pourchet, ancien directeur des Haras Nationaux, et Courthiade. L'Association demande à tous les possesseurs d'ânes de se faire connaître. Ces importantes démarches sont nécessaires afin que la race locale puisse être recensée et officiellement reconnue. ■ CG

M. Eugène Tramini : 06 86 03 72 54

Conseil du cheval en Corse :

téléphone : 04 95 35 06 79 • 06 09 96 39 32 • 06 19 89 43 91 • +33(0)6 58 20 21 69



Photo Claire Giudici

BASTIA VILLE DIGITALE

La Corse 2.0, c'est pour bientôt

Propos recueillis par Timothy LEONCINI

Pour la sixième fois, Bastia est « Ville Digitale » du 10 au 15 octobre. Une manifestation ambitieuse, pointue mais aussi festive, autour de l'innovation, du numérique et de ses pratiques. Tour d'horizon avec Jean Leccia, directeur de l'association Emaho qui organise cet événement conçu comme un « accélérateur d'initiatives numériques ».

Quelle est la démarche de Bastia ville digitale ?

Proposer à la Corse en général, et à Bastia en particulier, une manifestation dédiée exclusivement au numérique. L'association Emaho met en place des ateliers d'initiation au numérique, destinés aux jeunes et moins jeunes, depuis 2006. En 2010, on s'est dit « *Purée! il n'y a aucune manifestation qui ne parle que du numérique!* ». Comprendre par là pratique, économie, art... du numérique. Alors, on l'a fait. On a monté la première édition en 2011, avec dès le départ une volonté de s'adresser à différents publics. D'abord les enfants, mais aussi les entreprises, car nous organisons des conférences autour du développement entrepreneurial du numérique.

Qui dit conférence dit invités, qui les choisit ?

Les conférences sont organisées par la Corsican Tech, une structure appartenant à l'association Emaho, c'est un label qui regroupe une partie des startups corse. Le programme et les invités de ces conférences est issu des échanges que l'on a eu avec ces Start'up, et tient donc compte de leurs besoins. On imagine ensuite grâce à notre réseau de partenaires dont Qwant, le moteur de recherche européen créé par le Corse Eric Leandri.

En quoi diriez-vous que Qwant se distingue de Google ?

Leurs logiques sont très différentes. Là où Google vend votre vie privée, Qwant n'enregistre rien de vos recherches.

L'exemple de Qwant permet-il de penser que la Corse a, elle aussi, son rôle à jouer dans l'avenir du numérique, de l'intelligence artificielle ?

Très clairement, il n'y a aucune raison que la Corse ne joue pas un rôle. Aujourd'hui, ce qui fait tout, ce sont les porteurs de projets. Nous, ce que l'on souhaite faire, c'est motiver un maximum de monde. La vraie différence qu'il y a en Corse, contrairement à certaines zones plus technophiles, c'est que les gens ont tendance à se dire « oui, j'ai une super idée mais ce n'est pas moi, un Corse, qui vais révolutionner quoi que ce soit ». La différence qui se fait avec quelqu'un qui est Corse et qui réussit, c'est que lui a son idée, et qu'il fonce, que les ressources soient présentes ici, ou qu'il faille aller les chercher ailleurs pour les ramener sur l'île.

Les conférences, c'est donc aussi un moyen pour les insulaires, jeunes ou moins jeunes, de se former, d'apprendre de ce qui a déjà été fait ?

En gros, c'est l'occasion d'échanger de l'expérience avec des gens qui ont déjà un peu de bouteille. Cette année, nous recevons par exemple le startuper Adrien Aumont, qui a lancé KissKissBankBank, ou encore Philip Garcia de My Coach Football qui est un membre de la diaspora ayant une startup qui se développe plus que correctement. Une personne qui arrive avec une idée pourra voir ce qu'il lui reste à faire avant qu'elle aboutisse... et éviter certains écueils.

Des écueils de quelle sorte ?

Par exemple, dans une entreprise traditionnelle, la première chose est de déposer ses statuts. Dans les entreprises du numérique, la première chose à faire, c'est plutôt de créer un site en Wordpress pour voir si notre projet intéresse du monde; ou encore de distribuer des flyers en demandant un retour aux personnes intéressées. Ça évite d'investir

des milliers d'euros dans un échec... bien que l'une des premières conférences que l'on organise s'intitule « Vive l'échec! » pour trouver la résilience qui nous permet d'apprendre de nos erreurs et d'avancer.

Côté avenir: 2020 révolution robotique. Comment se positionne votre manifestation vis-à-vis de ce tournant majeur ?

C'est très concret pour nous. En Corse, on a la chance d'avoir une initiative qui s'appelle Robotcamp, une école de robotique pour les enfants. Je trouve ça génial, car en 2020 ce seront eux, les acteurs: plus on ouvre la porte du monde numérique aux enfants, plus ils pourront plus tard s'orienter vers des formations plus approfondies dans le domaine du codage, du high-tech. Bien entendu, la robotique n'est pas la seule chose qui fera l'avenir, il y a aussi tout ce qui existait déjà, comme la transformation de l'économie, l'ubérisation...

Uberisation, comment ça ?

Il y a un véritable changement des usages. L'économie étant en souffrance, tout la pousse à se transformer, l'outil numérique n'étant qu'un facilitateur. À l'époque, l'ubérisation existait déjà: par exemple en Corse, on a toujours eu un problème de transport, et beaucoup de personnes, par bouche-à-oreille, se servaient des camions repartant à vide pour transporter leurs marchandises. C'était une manière de contourner les contraintes. L'outil numérique lui, permet de mutualiser ça, évite une perte de temps considérable, et surtout augmente le profit des transporteurs qui repartiront plus facilement à plein que par personne interposée. ■

REPÈRES

Depuis sa première édition, en 2011, Bastia Ville Digitale a su fédérer et s'entourer de partenaires de poids, tel Eric Leandri, créateur de Qwant: né en février 2013, ce moteur de recherche Qwant qui prône le respect de la vie privée de ses utilisateurs et qui en août 2015 a intégré le corse parmi les langues proposées, a vu son nombre de visiteurs mensuels passer de 8 à 17,7 millions entre octobre 2015 et mars 2016. Depuis l'an dernier, le label Corsican Tech créé par Emaho, a permis de fédérer bon nombre de startups insulaires, ce qui lui permet entre autres d'organiser lors de Bastia Ville Digitale une série de conférences et d'ateliers destinés à permettre de renforcer les compétences des entreprises... mais aussi étendre le savoir du grand public, répondre à ces questions que l'on n'ose peut-être plus poser: c'est ainsi que le 14, à partir de 10h, on vous dira tout sur ce qu'est une startup! Il sera aussi question du commerce du futur: que peuvent apporter les innovations technologiques au commerce traditionnel?

Nouveauté de cette édition 2016, Emaho Factory: une demi-journée placée sous le signe de la démocratisation du numérique au cours de laquelle curieux, novices et familles sont accueillis dans le laboratoire numérique de Emaho par une équipe d'intervenants professionnels pour des ateliers ludo-pédagogiques. Il y a aussi l'aspect festif, pour les jeunes de 18 à 107 ans, le 14 de 18h30 à 00h30, dans le péristyle du théâtre.

En savoir + : www.ville-digitale.com

« Nous allons entendre ce que les scientifiques, écrivains et intellectuels invités ont à nous dire de ce futur de l'homme »



Photos Manon Perelli

SOCIAL

La CTC part en guerre contre la précarité

Un rapport prévoyant l'élaboration d'un plan contre la précarité a été adopté par l'Assemblée de Corse le 30 septembre. Une démarche innovante et un message politique fort qui se traduiront par un plan opérationnel qui sera présenté sous trois mois.

Une démarche innovante. Pour la première fois, une collectivité a décidé d'agir de façon concrète contre la précarité. À l'occasion de la session de l'Assemblée de Corse du 30 septembre, l'hémicycle a en effet adopté un rapport relatif à l'élaboration d'un plan de lutte contre la précarité. «*C'est un acte politique fort*», a indiqué Gilles Simeoni, plus que jamais convaincu de la nécessité d'investir le champ du développement social. Un constat qu'il fait avec d'autant plus d'acuité que le rapport de juillet de l'Insee indique que la crise économique touche de plus en plus l'île, où un habitant sur cinq vit moins de 970€ mensuels, et que la moitié de ces derniers vivent avec moins de 760€ par mois. Malgré ces données alarmistes, le président de l'Exécutif a regretté que «*l'action efficace reste pour l'instant incertaine ou en tout cas difficile*». «*Le Dr Pernin avait commencé un travail sous les précédentes mandatures*», a-t-il souligné en évoquant notamment le travail entrepris avec Maria Guidicelli et l'adoption d'une charte contre la précarité annexée au Padduc. «*Nous reprenons les principes de cette charte, mais nous avons considéré qu'il fallait maintenant passer dans la phase opérationnelle et se doter d'un véritable plan de lutte contre la précarité, que nous allons définir dans les trois mois à venir au travers une large concertation avec les acteurs de terrain*», a-t-il expliqué.

Au terme de ce cycle de discussions, qui servira à identifier ce qui marche et à inventer d'autres pistes d'actions, la question reviendra devant l'Assemblée avec un plan opérationnel dont le but sera de renverser la tendance. «*Nous ne partons pas de rien*», a insisté le président de l'Exécutif, balayant le champ des actions entreprises sous d'autres mandatures. «*Ce rapport est une première pierre à partir de laquelle nous allons fonder ensemble les piliers méthodologiques sur lesquels nous allons fonder de façon opérationnelle*

notre action». Ouvrant les débats, Maria Guidicelli a tenu à rappeler que dans ce «*dossier fondamental*», c'est sous la précédente mandature que pour «*la première fois une collectivité considérait la précarité comme un combat politique*». Dans ce droit fil, elle a appelé à prendre en compte les pas déjà franchis et à agir de façon concrète pour ne «*plus perdre de temps au regard de l'urgence sociale qui s'impose à nous*». «*L'acquis est un socle pour que nous avançons vite et bien*».

Le communiste Michel Stefani a quant à lui regretté que certains facteurs ne soient pas pris en compte. De facto, pour lui, le compte n'y est pas dans cette stratégie.

Le conseiller territorial de droite, Jean-Martin Mondoloni, a pour sa part mis en garde l'Exécutif contre les effets d'annonce. «*Tâchons qu'ils soient suivis d'effets*», a-t-il martelé tout en saluant une démarche avec un caractère original et précurseur. «*Nous sommes la première collectivité qui décide de déclarer la guerre à la précarité*», a-t-il lancé.

Laura-Maria Poli, du groupe Corsica Libera, puis Lauda Guidicelli [Femu a Corsica] après elle, ont toutes deux appuyé sur le fait que les méthodes actuelles connaissent leurs limites. «*Ce que nous faisons ne suffit plus*», ont-elles affirmé, appelant à réfléchir pour agir autrement sur ce problème majeur.

Enfin, Jean Biancucci, président de Femu a Corsica, a enjoint l'Exécutif d'activer la mise en œuvre actions concrètes. «*Nous sommes en situation d'échec. Il faut en sortir tous ensemble. Nous ne pouvons plus continuer à prendre en compte cette réalité à ce niveau là*», a-t-il tonné. Sans trop de difficultés, le rapport a finalement été adopté à l'unanimité, moins l'abstention du groupe communiste, sous l'œil du Dr François Pernin, présent dans le public. ■ Manon PERELLI

Un vaste plan pour la forêt corse

Trois rapports relatifs à la filière bois et à la forêt corse ont été adoptés par l'hémicycle.

400 000 hectares de formations boisées. Avec la moitié de son territoire recouvert de bois la Corse apparaît comme «île-forêt» presque tout autant qu'elle est une «île montagne». Pour autant, de nombreux défis à relever pour la préservation de ces forêts à commencer par la protection contre les incendies et les attaques parasitaires, mais aussi les difficultés actuelles du tissu de valorisation économique des bois.

C'est au regard de ce constat que l'Exécutif a souhaité lancer un vaste plan pour la forêt corse afin de mettre en plan une gestion durable de l'ensemble des massifs forestiers, en œuvrant à la fois à la mise en place d'une économie productive, mais aussi au développement des territoires de montagne, et à la valorisation du patrimoine naturel et culturel.

Dans cette optique, au cours de la session du 30 septembre, trois rapports relatifs à ces questions ont été soumis à l'hémicycle. Le premier, a tout d'abord exposé une méthode pour «définir une stratégie forestière territoriale, au service de la Corse, de son peuple, et de son environnement». Un second rapport est quant

à lui venu poser les jalons d'une stratégie territoriale pour développer économiquement la filière bois. «La filière est confrontée à des difficultés. Il est proposé des éléments stratégiques pour tenter un développement économique. Ces objectifs feront l'objet d'une mise en œuvre à travers un plan d'action qui interviendra dans un second temps», a expliqué Gilles Simeoni.

«Le développement de la filière bois relève d'un engagement de notre majorité», a quant à lui rappelé François Sargentini, le président de l'Odarc, tout en insistant sur le fait «qu'il n'est pas acceptable de délaissier ce secteur économique compte tenu de notre richesse et de la potentialité de création d'emplois».

Le dernier rapport, enfin, est venu traiter de la forme juridique à donner à l'avenir de la délégation de service public pour la gestion des forêts territoriales, actuellement confiée à l'ONF jusqu'à fin 2016. «Il est apparu in fine que meilleure solution est la passation d'un marché public pour ces travaux», a souligné Gilles Simeoni.

Les trois rapports ont été adoptés à une large majorité. ■
Manon PERELLI

MONTAGNE

La Corse enfin reconnue comme « île montagne »

La commission des affaires économiques de l'Assemblée Nationale a approuvé la reconnaissance de la Corse comme île montagne. Trois jours plus tard, les conseillers territoriaux se sont prononcés en faveur du principe de la création d'une zone fiscale prioritaire de montagne, lors de la dernière session de l'Assemblée de Corse.

Le 27 septembre dernier, la commission des affaires économiques de l'Assemblée Nationale approuvait la reconnaissance de la Corse comme île montagne. Un pas important. «Nous allons pouvoir discuter de manière beaucoup plus simple sur les adaptations de règlements et de lois. Dans la loi aujourd'hui on reconnaît que la Corse est un massif insulaire, qui subit à la fois les contraintes de l'insularité, notamment le surcoût du transport de marchandises et de matières premières, et de la montagne, à savoir l'altitude et le temps de parcours long. On reconnaît que le cumul la met en situation d'avoir vraiment des politiques plus adaptées», explique Jean-Félix Acquaviva, conseiller exécutif et président du comité de massif. Ainsi, la Corse pourra déroger aux normes existantes et bénéficier par exemple d'adaptations pour le maintien des écoles rurales et de montagne, pour les coefficients de moyens des hôpitaux ruraux, ou encore donner des contenus du point de vue fiscal pour aider les entreprises à pouvoir s'installer dans les zones de montagne.

C'est sur ce dernier point que s'est penché l'Assemblée de Corse à l'occasion de la session du 30 septembre. Les conseillers territoriaux- moins les trois voix des communistes- se sont en effet prononcés en faveur du principe de la création d'une zone fiscale prioritaire de montagne, qui tendra à lutter contre la désertification des villages de l'intérieur, grâce à des mesures d'accompagnement sociales et fiscales qui les rendront attractifs. «Le principe est adopté, les conseillers territoriaux ont accepté de mandater l'Exécutif pour discuter avec le gouvernement et l'Union Européenne sur le principe d'un tel statut fiscal pour les zones prioritaires de montagne», souligne Jean-Félix Acquaviva. Dans le rapport, des mesures très précises en matière de crédit d'impôt, d'exonération de charges sociales et patronales ont déjà été dégagées. Un travail d'affinage, notamment pour définir la délimitation de cette zone fiscale, aura lieu dans un délai maximum de deux mois, à l'issue desquels une solution très opérationnelle sera présentée à l'Assemblée pour approbation. ■ Manon PERELLI

UNE AUGMENTATION DES FONDS D'AIDE

Outre la mise en place de politiques adaptées, la reconnaissance de la Corse comme île montagne doit également lui permettre d'émarger enfin au Feder de massif, fonds européen versé aux autres massifs français et qui n'intervenait pas en Corse jusqu'à présent. Cette reconnaissance permettra par ailleurs de rehausser le fonds national d'aménagement du territoire, le FNRT, qui est pour l'instant de 20 000 €, soit 7 à 8 fois inférieur à ce que perçoivent le Jura et les Vosges. « Nous allons demander ces remises à niveau financières pour permettre au schéma d'aménagement qu'on va proposer d'avoir une plus-value financière pour la mise en œuvre du tourisme de montagne, des aménagements des estives, des rattrapages en routes secondaires en plus des financements habituels », a indiqué le président du comité de massif. ■ MP

77,9 M€
contre 104 M€ précédemment pour la Délégation de service public (DSP) transitoire d'un an concernant le transport maritime de passagers et de marchandises entre la Corse et Marseille, qui a été attribuée au groupement Corsica Linea - CMN.

Les chiffres de la semaine

51 000 € de budget prévisionnel pour l'animation du programme d'échange Eurodyssée permettant à des demandeurs d'emploi âgés de 18 à 32 ans d'effectuer un stage dans d'autres régions européennes, avec une bourse mensuelle de 800 € versée par la CTC.

Les chiffres de la semaine

125 M€ dont 83 M€ déjà investis dans 48 entreprises corses PME locales via 8 fonds d'investissement de proximité (Fip Corse) mis en place par ACG Management.

Les chiffres de la semaine

ISULA SURELLA Des filets... pas militaires

«Les militaires ont envahi notre maison depuis plus d'un demi-siècle. Le moment est venu de la reprendre». La maison en question, c'est la mer. Ses occupants spoliés -et passablement remontés- les marins-pêcheurs. Le 4 octobre, ils étaient des centaines dans le golfe d'Oristano, à manifester, que ce soit à terre ou bord de leur barques qui avaient pris position sur le plan d'eau du polygone militaire de Capo Frasca et défiant les navires de l'armée exigeant qu'on libère leur ciel et qu'on leur rende une mer propre. La zone est, en effet, le principal site utilisé par l'aéronautique et la marine italiennes, mais aussi par les forces militaires d'autres pays de l'Otan pour procéder à des exercices de tirs air-terre et mer-terre. Une activité qui s'exerce au détriment de celle des pêcheurs. Et justement, la campagne automnale d'exercices venait tout juste de débiter. Face aux moto-vedettes militaires, une flotte de 150 barques est venue chambouler le planning, bravant la menace d'un éperonnage: «on se laissera pas arrêter. On n'a rien contre les militaires mais pas question de continuer à se faire expulser à cause de jeux de guerre. Qu'on nous rende la mer, ou à tout le moins qu'on nous indemnise!». Car à ce jour, le manque à gagner des professionnels de la pêche n'a jamais fait l'objet d'une quelconque réparation. Un oubli qui n'a que trop duré, estime Francesco Pigliaru, président de la Région autonome de Sardaigne qui a interpellé le ministère de la Défense, non sans rappeler avoir adressé déjà plusieurs courriers pour attirer l'attention sur les droits des pêcheurs... toujours restés sans réponse. Le 5 octobre nouvelle occupation de l'espace maritime et marche de protestation vers la base militaire. Les manifestants ont en revanche trouvé un écho favorable auprès de la Commission d'enquête parlementaire sur l'uranium appauvri, en mission sur l'île, qui à elle seule accueille plus de 60% des servitudes militaires italiennes. Les parlementaires se sont engagés à demander d'urgence une solution en vue d'indemniser les pêcheurs. ■

Sources: Sardinia Post, L'Unione Sarda

L'IMAGE DE LA SEMAINE

ÉVOLUTION 2010-2016 DU SALAIRE MOYEN DES NON-CADRES



Source: Randstad

IL FALLAIT LE DIRE

«Le président Hollande est un homme droit, exemplaire en terme d'éthique personnelle, un modèle, lui» a déclaré

mais aussi twitté Najat Vallaud-Belkacem le 2 octobre. De l'importance de ne pas confondre «un modèle» et «mon patron», sous peine de se voir qualifier de «petite-main».

«La Corse a une spécificité [...] il faut en tenir compte. Réactiver une zone franche me paraît une bonne idée. Comme de maintenir une spécificité fiscale. Je suis favorable à ce que l'on ne pratique pas, là encore brutalement, ce principe d'égalité qui est très jacobin. Je suis devenu Girondin!» a lancé Alain Juppé lors de sa visite en Corse le 4 octobre. Le premier mandat de ce Landais à la tête de la mairie de Bordeaux remontant à 1995, il faut croire que l'obtention d'un statut de résident exigerait de bien plus longs délais en Gironde qu'en Corse...

HAUT

Frère de la conseillère territoriale Marie-Hélène Casanova-Servas, Jean-Philippe Casanova, déjà président de la Fédération française des pilotes maritimes (FFPM), élu vice-président de l'association internationale des pilotes maritimes (IMPA) qui regroupe 8000 pilotes professionnels issus de 54 pays et compte parmi les organisations non-gouvernementales qui siègent à l'Organisation maritime internationale (OMI) avec un statut consultatif.

BAS

Le tribunal administratif de Bastia a condamné la CTC à verser à la société Natali une indemnité de 492 597,32 €. L'entreprise de BTP contestait l'attribution à des concurrents -le groupement Terraco-GTS-Pompeani-Raffalli- d'une partie du marché relatif au chantier du rond-point de Casatorra. La décision, dont la CTC compte faire appel, d'annuler l'attribution interrompt le chantier, menaçant de compromettre la livraison des travaux, initialement prévue pour la mi-octobre.

FRAGILE

L'Assemblée de Corse a adopté à l'unanimité une version amendée de la motion déposée par les groupes Corsica Libera et Femu a Corsica, relative à la mise en place du fichier national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT). Elle demande que cesse un amalgame entre la situation en Corse et le terrorisme lié à l'islam radical. On sait cela dit le peu de considération généralement octroyé aux motions votées par l'Assemblée de Corse.

DÉPARTEMENTS/GOUVERNEMENT

Le « coup de gueule » de Dominique Bussereau

Dominique Bussereau ne veut plus « de chèques en bois, avec le chéquier des départements » de la part du gouvernement. En cause, l'annonce, vendredi 30 septembre, d'une nouvelle hausse de 2% du RSA... à compter du 1^{er} septembre.



Photo DR

Dominique Bussereau accuse le gouvernement de faire « de la cavalerie »

A la veille du congrès de l'Assemblée des Départements de France* (qu'il préside), au Futuroscope les 6 et 7 octobre, le député LR et ancien ministre, président de la Charente-Maritime pousse « un coup de gueule » contre le gouvernement, en répondant aux questions de la Presse Hebdomadaire Régionale**. Selon lui, au moins deux « bombes à retardement » financières sont en train de se déclencher, à cause, notamment, de la baisse des dotations de l'Etat: les budgets de l'APA (pour les personnes âgées dépendantes) et du RSA.

Certains départements, dites-vous, sont au bord de la cessation de paiement. Quelles vont être les conséquences pour leurs habitants? L'an dernier, dix départements n'ont pas pu verser le RSA en décembre. Ce sont la CAF et la MSA qui ont pallié. Cette année, on sera entre 30 et 40 départements... Concrètement, ces départements ont commencé à rogner sur l'entretien des collèges, celui des routes, les projets de très haut débit en milieu rural... Et ils ont augmenté leurs impôts. + 66% pour la part départementale de la taxe foncière dans les Yvelines, par exemple!

Lors de notre congrès, nous ferons des propositions aux gouvernements, celui d'aujourd'hui et celui d'après les élections, pour revoir cette façon de procéder.

Transfert de charges et baisse des dotations, n'est-ce pas le seul moyen pour l'Etat d'obliger les départements à participer à l'effort de rigueur budgétaire que par ailleurs la droite appelle de ses vœux?

D'abord, l'APA ou le RSA étaient au départ des dépenses de l'Etat pour lesquelles les départements n'étaient que les relais. Mais aujourd'hui, l'Etat ne verse plus que 60% des dépenses de ces deux aides sociales. Les 2% de Mme Touraine, c'est 300 millions de plus à la charge des départements! En gestion financière, cela s'appelle faire de la cavalerie! La rigueur, nous la pratiquons, sans tapage, depuis des années:

départs non remplacés côté personnel, des coups d'arrêt sur des projets dans différents domaines... Vous savez, le temps des trucs de prestige est révolu depuis un moment déjà! L'aspect positif, c'est en effet que nous avons appris à dégager des gisements d'économie dans nos fonctionnements.

Le problème, c'est que ce sont les départements les plus pauvres qui souffrent le plus de cette façon de faire du gouvernement.

Parmi les victimes des restrictions, les ruraux. Sont-ils l'objet d'une nouvelle fracture sociale?

On sait aujourd'hui qu'il y a une nouvelle population rurale: des gens venus là non pas par choix mais par manque de moyens pour rester en zone urbaine. Beaucoup ne se sont pas intégrés, sont des déracinés, un vrai terreau pour le Front national.

Et cela est une nouvelle fois confirmée par une étude réalisée par Christophe Guilluy, à la demande de l'ADF et qui sera rendue publique vendredi. La défense de la ruralité, c'est l'un des rôles essentiels des départements.

Justement, comment les départements s'adaptent-ils à la nouvelle carte institutionnelle (nouvelles régions, nouvelles intercommunalités)?

De plus en plus, leur vocation, c'est la solidarité territoriale. Alors que les grandes agglomérations peuvent pratiquement vivre par elles-mêmes et que les nouvelles régions, elles, pèsent autant que certains Etats européens... Plus personne, aujourd'hui, ne met en cause l'utilité de l'échelon départemental. ■ **Propos recueillis par Olivier Lepoutre**

*- L'ADF regroupe les 102 départements français, outre-mer compris.

Les deux tiers des départements sont actuellement dirigés par la droite et le centre.

** - La Presse Hebdomadaire Régionale compte plus de 250 hebdomadaires (dont le vôtre), et plus de 7,2 millions de lecteurs dans 91 départements.



Horizon durable

Espace remarquable, le delta du Golo est aussi un espace fragile. Tout l'enjeu est donc de le protéger sans pour autant le figer, en veillant à y instaurer un développement durable, garant du maintien de ses écosystèmes. Pour que tout le monde y soit gagnant, la nature comme les hommes.

Golu... le plus grand fleuve de Corse! 89,6 kilomètres de long. Et sur son delta, trois communes: Venzolasca, Vescovato et Lucciana. La zone de protection de cet «espace remarquable» s'étend au nord jusqu'à Sorbo-Occagnano et bénéficie de plusieurs statuts: elle est classée Zone naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff), a été en partie acquise par le Conservatoire du Littoral (75 hectares), est incluse dans le réseau européen Natura 2000 terre et bordée par le Natura 2000 en mer, qui va de Borgo à Solenzara et préserve le grand herbier de posidonies. Pourquoi cet espace est-il protégé? Parce qu'il est fragile. En témoignent le volume des déchets que le fleuve a pu charrier – et qui, si des mesures n'avaient été prises, s'accumuleraient et auraient détruit la faune et la flore si particulière du lieu. En témoigne aussi l'évolution du trait de côte frappé par l'érosion. Protéger ces espaces, ce n'est pas les geler mais y installer un développement durable, respectueux des écosystèmes et, de fait, économiquement attractif et valorisateur tant au plan touristique qu'agricole. Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels – 27 000 dans toute l'Europe dont 1 758 en France, parmi lesquels 89 en Corse et 47 en Haute-Corse. Il vise à préserver la biodiversité en tenant compte des activités humaines présentes sur le territoire. Le dispositif privilégie une gestion concertée. Chaque site est géré par un Comité de

pilotage (Copil) qui conduit l'élaboration d'un Document d'objectifs (Docob). À l'embouchure du Golo, la Communauté des Communes de la Casinca (CCC) que préside Tony Poli est à la tête du Copil et a la charge de gérer et animer le site. Elle aurait pu, comme cela se fait parfois ailleurs, déléguer par convention l'animation-gestion à un établissement public ou une association. Mais, depuis des années, la CCC s'investit dans la préservation de son environnement. «C'était le cas avec l'ancien président, M. José Giansily, c'est tout naturellement le cas avec son successeur, M. Tony Poli. Il est le président du Copil, donc à l'origine du Docob que nous animons*. De toute façon, dans le cadre de la loi NOTRe, la protection et la mise en valeur de l'environnement font partie des compétences – bien qu'optionnelles – des communautés de communes», explique Stéphane Orsini. Disposant d'une solide formation universitaire et d'une expérience dans le domaine, il a pour mission l'application du Docob sur Tanghiccìa, Ciavattone et Muchiatana, les lieux-dits du delta.

En effet, au moment de se déverser dans la Tyrrhénienne, le Golo serpente au cœur de la zone agricole et touristique de Casinca et Marana. Le long des plaines fertiles et des plages de sable, la protection des écosystèmes doit s'allier à des enjeux économiques importants. «Ce type de site, protégé, riche d'une biodiversité origi-

«Les producteurs agricoles sont incités à se diriger vers des productions raisonnées qui

CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DE CORSE

Une expertise dans le domaine de l'environnement



Le Conservatoire des Espaces Naturels de Corse est une structure associative membre d'une fédération nationale regroupant 29 conservatoires et partie prenante dans l'installation du réseau Natura 2000. Son objet : connaître, protéger, gérer et valoriser les espaces. Il est d'ailleurs propriétaire de 20 sites, soit 260 hectares dans l'île et peut, dans le cadre des Docob, être l'animateur qui mettra en œuvre le document à la demande de collectivités ou de particuliers. Son expertise reconnue l'amène aussi à organiser d'importantes rencontres comme celle qui aura lieu à Olmetta di Tuda du 6 au 9 octobre. « Les 6^{es} rencontres du milan royal » réuniront les plus grands spécialistes français et européens de ce rapace dont l'espèce est menacée mais reste très bien représentée dans l'île. Dans le cadre du programme « Life Défense Nature 2 Mil », le CENC avait accueilli, le 19 septembre, la députée européenne Michèle Rivasi et une délégation du Parlement européen sur la base militaire d'Aspretto près d'Ajaccio où se trouve la seule colonie de reproduction du goéland d'Audouin de France.

Son action ne s'arrête pas là : « L'appropriation et la connaissance du patrimoine naturel par ses habitants et par le public sont les garants de la pérennité et du développement de nos actions, souligne son directeur Fabien Arrighi. La diffusion des connaissances est une de nos missions principales ». Le CENC organise des sorties, participe à des actions pédagogiques ou de sensibilisation et élabore des documents. Historiquement issu de « l'Association des Amis du Parc », il est une association loi de 1901 à laquelle chacun peut adhérer. Il a aidé à la mise en place du Parc Naturel Régional de Corse (PNRC) puis des réserves de l'étang de Biguglia et des îles Lavezzi. Son expertise dans les domaines l'ornithologie et de l'herpétologie [amphibiens et reptiles] est reconnue. À ce titre, il participe à plusieurs Plans nationaux d'action (PNA) : tortue d'Hermann, crapaud vert, cistude d'Europe, milan royal, et une plante, la buglosse crépue. ■ CG

nale, peut se révéler à la fois qualitatif et attractif pour les acteurs économiques locaux, poursuit Stéphane Orsini. Dans le cadre des dispositifs Natura 2000, les producteurs agricoles sont incités à se diriger vers des productions raisonnées qui offrent une plus-value à leurs produits. Dans le domaine touristique, l'intérêt de telles zones n'est plus à démontrer. » Sans compter que laissées à l'état naturel, elles ont aussi vocation à absorber les crues. « Mais rien ne peut se faire sans concertation. Ce n'est qu'en fédérant les volontés de tous qu'on avance, ajoute-t-il. Nous avons déjà mené plusieurs actions, éradiqué les invasives griffes de sorcières avec l'atelier chantier d'insertion « Paese Vivu », accueilli Angelina Guitton, étudiante de l'Université de Corse, qui a mené une étude sur la gestion de la circulation motorisée dans le site. Le plan est préparé. Nous allons nous appliquer à le mettre en œuvre. Par ailleurs, nous sommes associés au projet Ad'Apto lancé en 2015 au plan national par le Conservatoire du littoral pour expérimenter des démarches locales d'adaptation aux aléas de l'érosion marine. Seuls dix sites ont été retenus, nous en faisons partie. » Quant au Conservatoire des espaces naturels de Corse (CENC) il intervient régulièrement, notamment sur des opérations de sensibilisation à destination des scolaires ou du grand public. Et ce ne sont pas les seules instances à intervenir⁽¹⁾. Pour un mieux-être collectif. ■ Claire GIUDICI

offrent une plus-value à leurs produits.»



*membres du Copil participant à l'élaboration du Docob : la CCC et les communes concernées, la Direction régionale de l'environnement et du logement (DREAL), la Direction départementale de l'agriculture (DDA), la CTC (par le biais de l'OEC dont c'est la mission, mais également de l'ODARC...), le Département de la Haute-Corse dont dépend Conservatoire du littoral et la Direction départementale des territoires et de la mer (DTTM), la Direction du centre régional de la propriété forestière, l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les propriétaires fonciers du site et les usagers professionnels : Chambre départementale d'agriculture, Fédération des chasseurs, Conservatoire des espaces naturels de Corse, et Fédération départementale des pêcheurs.

JARDIN BOTANIQUE D'AVAPESSA

L'EDEN DE LA BALAGNE



Cudrane de Chine

Argousier



À Avapessa, Robert Kran a réuni une collection d'arbres provenant de toutes les parties du monde, représentant plus de 40 genres de fruits comestibles, qu'il cultive à l'ancienne. Par amour du goût et de la biodiversité.

C'est à l'entrée du village d'Avapessa, en longeant un petit chemin en terre, que l'on arrive dans ce jardin un peu particulier. Ce domaine de trois hectares abrite plusieurs centaines d'arbres fruitiers venus des quatre coins du monde. Des fruits rares car, d'une part, il n'est en effet pas courant de voir pousser des papayes sur notre île, et d'autre part, certaines espèces ont été délaissées par les hommes par souci de productivité. Ainsi, en parcourant les lieux, on pourra admirer par exemple les petits fruits d'un cudrane de Chine ou bien mordre dans une Scarlet surprise, cette pomme à la chair rouge.

Cet endroit où les fruits sont rois, Robert Kran l'avait imaginé il y a bien des années. «*Quand j'étais enfant, on habitait à la lisière d'une forêt et on allait souvent cueillir les fruits. À cette époque, je me demandais déjà comment dans une forêt tout pousse, alors qu'on ne laboure pas, qu'on ne taille pas. Et dans ma tête d'enfant je me suis dit qu'un jour je ferais ma petite forêt à moi. Et comme en plus j'étais gourmand, il fallait donc que ce soit une forêt d'arbres fruitiers. Au final, j'ai dû attendre cinquante ans pour réaliser mon rêve.*

Outre la gourmandise Robert Kran veut aussi anticiper l'avenir. La Corse, comme le reste du monde, subit des changements climatiques et cela se ressent dans la nature. «*On voit de plus en plus les arbres qui recommencent à fleurir en octobre car le climat est trop chaud et trop sec l'été. On peut donc imaginer une Corse vivant dans un climat subtropical d'ici quelques années et on voit très bien que les arbres issus de climats tropicaux s'adaptent très bien en Balagne. On sous-estime souvent la capacité de la nature à s'adapter. Prenons le cas de la papaye, ici l'arbre perd ses feuilles l'hiver, le fruit arrête sa maturation et ne la reprend que lorsque les beaux jours reviennent, c'est quelque chose de fascinant.*

À la différence d'autres jardins botaniques de l'île, il n'y a ici aucune espèce endémique. C'est un point qui pourrait faire peur. En effet, la

Corse se remettant doucement du cynips et tremblant toujours de voir se développer la xylella fastidiosa qui a ravagé les oliviers des Pouilles en Italie, on pourrait voir l'arrivée de ces migrants fruitiers d'un mauvais œil. Robert Kran explique qu'il est très prudent avec les arbres qu'il accueille: «*Quand je fais venir des plants c'est toujours avec un certificat sanitaire et j'ai ma serre où je garde toutes mes nouveautés en quarantaine, il n'y a donc aucun risque.*

Plus qu'un simple jardin, ce lieu peut être considéré comme un laboratoire grandeur nature, à échelle humaine. On y observe donc l'évolution du climat, l'adaptation des arbres, ainsi que celle des animaux qui gravitent dans cet espace. Ainsi une salle du domaine a été aménagée pour accueillir des conférences, et des expositions. Jusqu'au 20 octobre, elle accueille l'exposition du photographe Stéphane Guiraud, Forêts dans la brume.

Lorsque l'on entre dans cette forêt, c'est une visite des sens: il faut savoir regarder et surtout goûter les fruits. Connaître de nouvelles saveurs et se réapproprié celles que l'on connaît déjà, c'est ça aussi le combat de Robert Kran. «*Aujourd'hui, avec la production de masse, on a perdu le goût des fruits. Ici, aucun arbre n'est traité, tout pousse et produit à son rythme. Une étude a été faite récemment: il faut 100 pommes d'aujourd'hui pour avoir les valeurs nutritives d'une seule pomme d'il y a 50 ans. On épuise les arbres pour les faire produire, et je n'ai pas envie de manger de ces fruits-là.*

Ce jardin est une découverte à chaque moment de l'année, chaque saison a son parcours, ses arbres en fleurs et ses fruits mûrs. «*J'aime le faire découvrir aux visiteurs, qu'il y ait un échange et qu'ils repartent avec une autre vision de la nature. J'aime surtout le faire visiter aux plus jeunes, pour qu'ils s'éduquent au goût. Un jour, un enfant m'a dit qu'il n'aimait pas les fruits en général mais qu'il s'était régalé avec ceux de mon jardin. Quand un enfant vous dit ça, c'est la plus belle des récompenses.*

Photos Robert Kran

Savoir + : www.jardinfruitieravapessa.fr

AJACCIO**■ MARC BENSIMON**

Jusqu'au 31 décembre. Galerie Aux arts, etc.

☎ 06 72 76 82 86 / 06 87 44 75 14

Très influencé par le minimalisme des années 1970, ce peintre a renoué avec l'aquarelle et le lavis d'encre, pour des œuvres où l'abstrait se veut une porte d'entrée vers le propre monde intérieur du spectateur.

■ NADINE ASTRUCH

Jusqu'au 31 décembre. Galerie Aux arts, etc.

☎ 06 72 76 82 86 / 06 87 44 75 14

La sculptrice façonne l'argile crue, qu'elle associe à des matériaux tels que le zinc, le cristal, la pierre.

■ PATRICK SALDUCCI

Jusqu'au 13 octobre. Locu Teatrale.

☎ 04 95 10 72 03 & www.locu-teatrale.info

Voilà 4 ans, Patrick Salducci a «glissé dans la peinture pour ne plus refaire surface». Sur la toile, il exprime avec humour l'enchevêtrement haut en couleurs des choses de la vie, les bonheurs comme les coups durs.

■ VIOLETTES IMPÉRIALES

Le 9 octobre, 15h. L'Empire. ☎ www.corsebillet.co

Violettes Impériales est un film musical sorti en 1952, avec Luis Mariano en vedette et qui n'avait jamais été transposé à la scène. Avec le ténor Pierrogeri dans le rôle principal, entouré de musiciens, comédiens et danseuses.

■ CITY KAY

Le 14 octobre, 21h. L'Aghja.

☎ 04 95 20 41 15 & www.aghja.com

Fondé par Jay Pharaoh El-Kady, Londonien d'origine égyptienne, ce groupe rennais qui représentait la Bretagne en 2015 aux Inouïs du Printemps de Bourges associe le reggae «roots» à une touche d'électro-pop.

**■ DOMISTRIA**

Le 14 octobre, 21h. Locu Teatrale.

☎ 04 95 10 72 03 & www.locu-teatrale.info

Accompagnée par Laurence Babiand au violon et Carmin Belgodere à la cetera, Domistria chante les doutes et les espérances, les amours perdues et celles à venir, des envies, l'aspiration à la paix et l'harmonie

● JOURNÉES LA MARIE-DO

Du 13 au 16 octobre. Place Miot.

☎ 06 75 09 19 82 & www.association-la-marie-do.com

Des concerts, des spectacles, de la gastronomie, du sport, un défilé de mode, des apéritifs musicaux, des animations, et quelques surprises pour cette X^e édition dont les bénéfices iront à des actions concrètes pour la lutte contre le cancer.

AVAPESSA**■ FORÊTS DANS LA BRUME**

Jusqu'au 20 octobre. Jardin botanique fruitier.

☎ 04 95 61 81 91

Photographe depuis 30 ans, Stéphane Guiraud montre ici la forêt telle qu'il l'a vue... et telle qu'il la ressent, en fusionnant des photographies pour créer «un monde plus complexe où l'imaginaire et le réel se confondent sans se contredire».

Toutes les dates sont données par les organisateurs sous réserve de report et d'annulation

BASTIA**■ BATTISTELLE**

Jusqu'au 28 octobre. Centre culturel Una Volta.

☎ 04 95 32 12 81 & una-volta.com

L'exposition présente les gravures de l'illustratrice Marine Rivoal pour Battistelle, ouvrage-jeunesse consacré aux filastrocques de Ghjuvanteramu Rocchi et pour Cui Cui et Trois petits pois, parus aux éditions du Rouergue.

■ CORSICA GENOVESE

Jusqu'au 17 décembre. Musée de Bastia.

☎ 04 95 31 09 12 & www.musee-bastia.com

Plus de 200 œuvres d'art, documents, objets témoignent de la complexité et de la richesse de rapports - pacifiques ou conflictuels - entre Corse et Ligurie.

■ LE MENSONGE

Le 11 octobre, 20h30. Théâtre municipal.

☎ 04 95 34 98 00 & www.bastia.corsica

Alice a surpris l'époux d'une amie avec une autre femme. Doit-elle en parler ou garder le secret? Le mari d'Alice prêche pour la deuxième solution. Une comédie de Florian Zeller avec Evelyne Bouix et Pierre Arditi.

■ SACRÉ SILENCE

Le 11 octobre, 18h30. Centre culturel L'Alb'oru.

☎ 04 95 47 47 00 & www.bastia.corsica

Un désert, on ne sait quand... Lumpe, marchande de sons, y transporte un bidon recelant tous les bruits du monde. Son chemin croise celui d'Echo : amie, ennemie ? Un spectacle bilingue corse/français de la compagnie Bis Repe-tita. À partir de 5 ans.

■ NEVER MIND THE FUTURE

Le 13 octobre, 20h30. Centre culturel L'Alb'oru.

☎ 04 95 47 47 00 & www.bastia.corsica

Contrebassiste et chanteuse, Sarah Murcia a voulu reprendre l'album *Never mind the bollocks* des Sex Pistols. En s'entourant d'une formation guitare-saxophone-piano-batterie-chœur, elle propose une variation de ce manifeste du mouvement punk.

BIGUGLIA**■ GIRAMONDU**

Du 15 octobre au 15 novembre.

Espace Culturel Charles Rocchi.

☎ 04 95 34 86 95 & www.espaceculturelbiguglia.com

Lucia Thiers partage ses souvenirs de voyages (Indonésie, Australie, Pérou, Chili, Mexique) au travers de photographies, peintures et poésies qui composent une sorte de vision kaléidoscopique.

■ PROJET GOLDMAN

Le 14 octobre, 20h30. Espace Culturel Charles Rocchi. ☎

04 95 34 86 95 & www.espaceculturelbiguglia.com

Un groupe de huit musiciens et chanteurs rend hommage à Jean-Jacques Goldman. Avec la participation des chanteurs de Diana di l'Alba, de l'école de danse New body et de la troupe Ynis création.

BONIFACIO**■ TRA SPERANZA**

Jusqu'au 15 octobre. Salle du corps de garde.

☎ 04 95 73 11 88 & www.bonifacio.fr

Le travail de Marc Ingoglia se situe en permanence dans l'expérimentation et fait appel à différentes techniques telles que peinture sur plexiglas ou application de plastique fondu sur panneau bois.

■ SUMENTE

Le 10 octobre, 21h30. Eglise St François.

☎ 04 95 73 11 88 & www.bonifacio.fr

Né en 2000 d'une démarche associative dans le quartier bastiais de Lupinu afin de promouvoir la polyphonie et

la musique traditionnelle corses, ce groupe mixte composé de chanteurs et musiciens chante ses racines et sa mémoire.

■ MERIDIANU

Le 13 octobre, 21h30. Eglise St François.

☎ 04 95 73 11 88 & www.bonifacio.fr

Pour Jean-Antoine Orticoni, Matthieu Graziani et Jeremy Lohier, faire de la vie d'artiste un métier est le garant d'un travail régulier permettant de proposer des spectacles de qualité.

CORTE**■ LE PATRIMOINE VIVANT**

Jusqu'au 30 décembre. Musée de la Corse.

☎ 04 95 45 25 45 & www.musee-corse.com

En partenariat avec la Maison des cultures du Monde, une invitation à découvrir la richesse et la diversité culturelle en Corse et les pratiques culturelles du monde entier.

■ PARIS, LONDRES, PONTE-LECCIA

Jusqu'au 15 octobre. Bibliothèque universitaire.

☎ 04 95 45 02 86 & www.univ-corse.fr

Photographe, Patrick Battini parcourt les espaces habités, interroge les visages témoins, les événements apparents et les vides trompeurs. Au jeu des signes, nulle différence entre ville et village, l'humain laisse toujours signature de son passage, ses constructions, ses abandons.

■ JEAN-CHARLES PAPI

Le 13 octobre, 18h30. CCU Spaziu Natale Luciani. ☎ 04 95

45 00 78 & studia.universita.corsica

L'auteur-compositeur-interprète présente son dernier spectacle, *À l'infini tu es aldilà*, dont le fil narratif s'articule autour de ses titres les plus connus et de nouveautés.

L'ÎLE ROUSSE**BATTISTA ACQUAVIVA**

Le 15 octobre, 21h. Cinéma Le Fogata. ☎ 06 19 38 43 96 &

www.weezevent.com

Avec sa tessiture de trois octaves et demi, Battista Acquaviva, l'auteur-compositeur-interprète, repérée en 2014-2015 par The Voice a sorti en 2015 l'album *Les Chants de Libertés*.

**PIGNA****■ A CUMPAGNIA**

Le 11 octobre, 21h. Auditorium. ☎ 04 95 61 73 13 & www.

centreculturelvoce.org

Fondé en 1978 à l'initiative de l'association E voce di u Cumune, l'ensemble réunit chanteurs et musiciens désireux de préserver le patrimoine musical insulaire. Aux voix, polyphoniques ou monodiques, s'allient des instruments traditionnels et classiques.

■ I MAISTRELLI

Le 14 octobre, 1h. Auditorium. ☎ 04 95 61 73 13 & : www.

centreculturelvoce.org

Le groupe est né à Ajaccio en 2011, au sein de l'association Filu d'amparera, d'une pratique au départ amateur, pour mettre les voix féminines au service de la tradition vocale.

FÊTE DE LA SCIENCE

Du 8 au 18 octobre

Un peu partout dans l'île, la science s'explique, s'expose, se démontre, s'expérimente, s'anime et se vit. Programme détaillé de cette 25^e édition.

En savoir + : www.sciences-corse.fr

a Radiò di a Corsica

Alta
frequenza

ARADIO DI A CORSICA

Di poi più di 30 anni

EN FM

AIACCIU **103.2** BASTIA **98.9** CORTI **104** CALVI **87.9**
GHISUNACCIA **107.4** PORTIVECHJU **93.7** BUNIFAZIU **101.2**

EN NUMERIQUE

MARSEILLE AIX... NICE CANNES...

WWW.ALTA-FREQUENZA.COM